

Mairie de GRABELS

Déclaration Préalable de Construction

Pour tout renseignement vous pouvez vous adresser à :

Mairie de GRABELS

Jean Jaurès

34790 GRABELS

☎ : 04 67 10 41 00

Montpellier Méditerranée Métropole

Service Droit des Sols

☎ : 04.67.13.69.54

☎ : 04.67.13.62.06

Affaire suivie par : Monsieur CACHARD
François

A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE

Dossier n°: DP 34116 25 00051

Déposé le 20/05/2025

Demandeur : REMI DALABERT

Adresse des travaux : 21 Rue DES ECOLES

N° de parcelle : AY0118

URBANISME

AFFICHAGE EFFECTUE

DU 24/11/2025

AU 26/01/2026

NON OPPOSITION

GRABELS, LE

LE MAIRE,

Destinataire :

REMI DALABERT

33 BIS rue du Château

34790 GRABELS



Par courrier en date du 17/06/2025, je vous ai informé qu'il ne m'était pas possible d'entreprendre l'instruction de votre demande de Déclaration Préalable de Construction, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus, car elle était incomplète.

Or, il s'avère que vous ne m'avez pas fait parvenir, dans le délai indiqué, l'ensemble des pièces ou indications manquantes.

Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite d'opposition en application de l'article R423-39 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, vous trouverez, en retour sous ce pli, votre dossier de demande d'autorisation.

Nota : J'attire cependant votre attention sur le fait que cette mesure ne doit pas être interprétée comme un accord tacite sur le projet envisagé, étant précisé que si les travaux étaient mis en exécution sans autorisation réglementaire de mes services, vous vous exposeriez à des poursuites pour infraction à la législation (articles L480-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

GRABELS, le **20 NOV. 2025**

Le Maire

Le Maire,
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.